

LA MOBILISATION DES RETRAITÉS DOIT ÊTRE ENTENDUE !

Unis et déterminés contre la remise en cause du paiement trimestriel des pensions, les organisations CGT, UNSA, SUD-Rail et FGRCF restent plus que jamais décidées à défendre les revendications portées haut et fort lors de chacune de nos mobilisations.

Personne ne nous conteste le succès du rassemblement unitaire du 12 mars et cela inquiète aussi bien le Gouvernement que la Direction de la SNCF. Eradiquer le chômage, préserver et gagner des droits dans tous les régimes de protection sociale, augmenter de façon conséquente les retraites, les pensions et les minima sociaux, oui, cela est et reste nos priorités sociales.

Après les mobilisations de ces dernières années, nous devons élever le rapport de forces pour être entendus. Les mesures gouvernementales (loi sur l'adaptation de la société au vieillissement ainsi que la loi de santé qui sont en discussion à l'Assemblée Nationale) ne correspondent pas à nos exigences et aux besoins de la population.

Nos organisations se prononcent unitairement pour une autre répartition des richesses pour une véritable relance de l'économie, pour de vrais services publics accessibles à tous sur la totalité du territoire, pour une politique industrielle et énergétique créatrice de richesses et d'emplois, par l'amélioration des droits sociaux.

Dernièrement, les retraités ont démontré leur volonté de s'opposer à la dégradation de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions de vie : 4 500 cheminots retraités et actifs rassemblés le 12 mars, plus de 30 000 retraités à Paris et en Province le 17 mars 2015.

Le Gouvernement a pris la décision de geler les pensions jusqu'au 1^{er} octobre 2015, cela fera 30 mois minimum sans augmentation et se cumulera avec les dernières mesures fiscales (création de la CASA, fiscalisation de la majoration enfants, augmentation de la CSG, de la CRDS, de la CASA et de la cotisation maladie par la modification des références pour leurs calculs).

La totalité de ces mesures a des conséquences dramatiques sur le pouvoir d'achat de nombreux cheminots retraités.

Les retraités ne lâcheront rien et continueront à combattre la politique gouvernementale. Pour cela, ils revendiquent :

- la non promulgation de ce décret et le maintien du versement des pensions au trimestre à échoir sans fractionnement ;
- la mise en place du Groupe de Travail sur les pensions de réversion promis par le Gouvernement ;
- la prise en compte intégrale des périodes d'apprentissage ;
- l'arrêt du gel des pensions, l'amélioration du pouvoir d'achat, le retour à la péréquation et l'indexation des pensions sur le salaire.

Les retraités exigeront aussi le maintien des Prestations Spécifiques Non Pérennes telles que le forfait optique de 100 € payé par notre Caisse et que l'on veut nous supprimer au 1^{er} septembre 2015.

Pour toutes ces raisons, ils pèseront avec leurs Organisations signataires sur la bataille des idées autour des revendications avec des perspectives et des propositions alternatives. La pétition qui va être signée sur tout le territoire en est une, elle reprend les éléments essentiels de nos revendications, elle nous servira de relais et d'information pour contacter le maximum de retraités cheminots, avec l'objectif de gagner la mobilisation.

Le rapport de forces de plus en plus important doit continuer à se construire et se renforcer, les dizaines de milliers de signatures posées sur cette pétition constitueront un élément majeur pour aller porter nos revendications légitimes au plus haut niveau de l'Etat et imposer des mesures allant dans le sens de nos exigences.

**PLUS NOMBREUX NOUS SERONS,
PLUS NOUS NOUS FERONS ENTENDRE !**

